|  |
| --- |
| **DOSSIER DE DEMANDE D’AIDE A LA TRESORERIE** **SOUS FORME D’AVANCES REMBOURSABLES OU DE PRETS BONSIFIES DE L’ETAT** |

|  |
| --- |
| **Présentation du dispositif** : Dans le contexte de la crise sanitaire de covid-19 et de ses répercussions sur l'activité économique, l'[article 23 de la loi n° 2020-473 du 25 avril 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000041820860&idArticle=JORFARTI000041820892&categorieLien=cid) de finances rectificative pour 2020, institue, jusqu'au 31 décembre 2020, un dispositif d'aides sous la forme d'avances remboursables et de prêts à taux bonifiés pour les entreprises touchées par la crise sanitaire de covid-19. Le décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides ad hoc au soutien de la trésorerie des entreprises fragiliséesen précise les critères d’éligibilité et d’attribution. Pour la mise en œuvre de ces dispositions en Nouvelle-Calédonie, conformément à l’article 6 du décret, une convention a été établie entre l’Etat et chaque province. Les réseaux bancaires sont les premiers interlocuteurs des entreprises afin d’examiner la mise en œuvre d’un PGE et de toutes les solutions de financement appropriées. La médiation du crédit <https://www.ieom.fr/ieom/entreprises/accompagnement-des-entreprises/article/mediation-du-credit>) permet de ré-évoquer certains dossiers avec vos établissements bancaires en cas de difficulté pour obtenir un crédit PGE et pour établir les termes d’un accord.Ce formulaire est destiné aux petites et moyennes entreprises, hors micro entreprises, et aux entreprises de taille intermédiaire qui répondent aux critères cumulatifs suivants : - ne pas avoir obtenu un prêt avec garantie de l'Etat tel que prévu à l'[article 6 de loi n° 2020-289 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000041746298&idArticle=JORFARTI000041746310&categorieLien=cid) de finances rectificative pour 2020 suffisant pour financer son exploitation, le cas échéant après l'intervention du médiateur du crédit ; - justifier de perspectives réelles de redressement de l'exploitation ; - ne pas faire l'objet au 31 décembre 2019 de l'une des procédures collectives d'insolvabilité prévues aux titres II, III, et IV du livre VI du code de commerce tel qu’applicable en Nouvelle-Calédonie.La monnaie retenue pour l’aide est l’euro et son montant ne pourra pas être inférieur à 100 000 euros (11 933 176 F CFP). I. - Le montant de l'aide est limité à :- pour les entreprises créées à compter du 1er janvier 2019, la masse salariale en France estimée sur les deux premières années d'activité ; - pour les entreprises créées avant le 1er janvier 2019, 25 % du chiffre d'affaires hors taxes 2019 constaté ou, le cas échéant, du dernier exercice clos disponible ; II. - L'aide dont le montant est inférieur ou égal 800 000 euros (95 440 000 F CFP) prend la forme d'une avance remboursable, dont la durée d'amortissement est limitée à dix ans, comprenant un différé d'amortissement en capital limité à trois ans.Les crédits sont décaissés jusqu'au 31 décembre 2020 à un taux fixe qui est au moins égal à 100 points de base. L'aide peut couvrir des besoins en investissements et des besoins en fonds de roulement. III. - L'aide dont le montant est supérieur à 800 000 euros (95 440 000 F CFP), les financements accordés sur fonds publics dont le montant total est supérieur à 800 000 euros (95 440 000 francs Pacifique) mais dont la part financée par l'Etat est inférieure à ce montant, ainsi que l'aide complétant un prêt avec garantie de l'Etat tel que prévu à l'[article 6 de loi n° 2020-289 du 23 mars 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000041746298&idArticle=JORFARTI000041746310&categorieLien=cid) de finances rectificative pour 2020 prennent la forme d'un prêt à taux bonifié, dont la durée d'amortissement est limitée à six ans, comprenant un différé d'amortissement en capital de un an.IV. - L’aide est décaissée jusqu'au 31 décembre 2020 V. - Les avances remboursables mentionnées au II sont rémunérées au taux fixe de 100 points de base. Les prêts à taux bonifiés mentionnés au III sont rémunérés selon un barème de taux dépendant de la maturité finale du prêt. Le taux est fixé:- pour les prêts de maturité 3 ans, à 150 points de base; - pour les prêts de maturité 4 ans, à 175 points de base;- pour les prêts de maturité 5 ans, à 200 points de base; - pour les prêts de maturité 6 ans, à 225 points de base.Sera pris en compte le positionnement économique et industriel de l'entreprise, comprenant son caractère stratégique, son savoir-faire reconnu et à préserver, sa position critique dans une chaîne de valeur ainsi que l'importance de l'entreprise au sein de la province.Les informations que l’entreprise fourni sont susceptibles d'être transmises aux services de l’Etat et à certains de ses partenaires pour l'examen de votre situation. Conformément à la règlementation applicable relative à la protection des données à caractère personnel, notamment le Règlement européen 2016/679 (RGPD) et les dispositions nationales relatives à l'informatique, aux fichiers et libertés, toute personne dont les données à caractère personnel sont collectées bénéficie d’un droit d’accès, de rectification, de suppression, ainsi que du droit à la portabilité de ses données à caractère personnel. Il convient que l’entreprise en informe les personnes dont les nom, prénom, adresse email ou téléphone professionnel sont référencées dans cette démarche et qu’elles pourront être sollicitées dans le cadre de l'instruction de votre dossier. |

**Modalités de dépôt des dossiers :**

Les dossiers doivent être déposés au plus tard le **15 décembre 2020**

soit par voie électronique : aidetresorerie@nouvelle-caledonie.gouv.fr

soit par voie postale à l’adresse suivante :

Haut-commissariat (MEDN) – BP C5 – 98844 Nouméa Cedex

|  |
| --- |
| **Sommaire**Ce formulaire est structuré en deux parties **:****I. Point de situation** : identité du demandeur, activité de votre entreprise ; positionnement économique et industriel ; stratégie pour les mois et années à venir ; prévisions financières ; situation juridique**II. Point sur les mesures de soutien** : démarches pour obtenir un crédit garanti par l'Etat ; résultats de la médiation du crédit ; autres mesures de soutien mobilisées |

**1. POINT DE SITUATION**

**1.0. Identité du demandeur**

**Coordonnées du représentant légal de l’entreprise**

* Fonction
* Nom
* Prénom
* Tél
* E-mail

**Identification de l’entreprise**

* Raison Sociale
* Nombres employés
* Forme Juridique
* RIDET
* SIREN ou SIREN dérogé
* Code d’activité
* Adresse postale

**Pièces à fournir : photocopie pièce d’identité, extrait KIS ou équivalent, statuts à jour**

**1. 1. Panorama de votre activité**

**Quelle est votre activité ?**

**Quels sont vos principaux produits ou services ?**

**Votre capital est-il détenu à plus de 25 % par un organisme public ou une collectivité ?**

* Oui
* Non

**Votre capital est-il détenu à plus de 25% par une entreprise partenaire ?**

* Oui
* Non

**Quels sont vos effectifs ?**

Il convient de comptabiliser le nombre de contrat de travail au 31 décembre 2019 et de ne pas comptabiliser les apprentis et les étudiants ayant un contrat de formation professionnelle. De même, les congés de maternité ou congés parentaux, ne devraient pas être comptabilises.

Si vous avez répondu oui à la question précédente, veillez à indiquer les effectifs consolides.

* Nombre de CDI ?
* Nombre de CDD ?
* Nombre d'intérimaires ?

**A qui appartient votre capital ?**

Vous devez apporter un maximum d'éclairage sur la composition de votre capital en complétant la table de capitalisation dont vous avez un modèle en annexe 1.

**Votre entreprise appartient-elle à un groupe ?**

* Oui
* Non

**Si oui, quel groupe ? Quelle nationalité ?**

**Votre entreprise a-t-elle d'autres implantations en France ?**

Précisez les effectifs par territoire sur chacun de vos sites.

**1. 2. Positionnement économique et industriel**

**Comment êtes-vous positionne sur votre marché ?**

Etes-vous soumis à une forte concurrence ? Quelles sont vos forces et faiblesses ? Quelle stratégie pour conserver ou augmenter vos parts de marche ? Votre entreprise a-t-elle développé des expertises spécifiques ?

|  |
| --- |
|  |

**Comment se compose votre clientèle ?**

Est-elle composée plutôt de particuliers, entreprises ? Est-elle composée de distributeurs, d'organismes publics etc. ? Est-elle une clientèle locale, nationale ou plutôt internationale ? Votre activité dépend-elle d'un nombre restreint de clients ?

|  |
| --- |
|  |

**Quelle visibilité avez-vous sur votre carnet de commandes ?**

Cochez la mention applicable, une seule valeur possible

* < à 1 mois
* entre 1 et 3 mois
	+ 3 mois
	+ 6 mois

**Avez-vous identifie des risques concernant votre clientèle ?**

Défaillances, changement de fournisseurs ou déréférencement, allongement des délais de paiement, pression sur les marges, non renouvellement d’un marché, etc.

|  |
| --- |
|  |

**Est-ce que votre entreprise est critique à l’égard d'un client ou d'un fournisseur ?**

Précisez en quoi votre activité est particulièrement critique. Parmi vos produits et services, y va-t-il des références dont la disparition impacterait fortement la filière ? Quelles seraient les conséquences de l'arrêt de certains de vos produits ou services ?

|  |
| --- |
|  |

**Si vous avez des difficultés avec certains fournisseurs ou partenaires, pouvez-vous les décrire ?**

Difficultés sur les règlements ou sur l'exécution des contrats par exemple. Précisez éventuellement si vous avez saisi le médiateur des entreprises et quel en a été l'issue ?

|  |
| --- |
|  |

**Employez-vous des compétences spécifiques ? Avez-vous des difficultés de recrutement ?**

|  |
| --- |
|  |

**1. 3. Stratégie sur les mois et années à venir**

**Quel est votre positionnement stratégique sur les mois et années à venir ?**

Diversification de la production, nouveau produit, nouveau marche, recentrage, repositionnement stratégique sur

Certains marches ou produits etc.

|  |
| --- |
|  |

**Comment envisagez-vous la mise en pratique de votre stratégie ?**

Actions pour développer votre activité, évolution ou restructuration de votre site, nouveaux partenariats commerciaux.

|  |
| --- |
|  |

**Cela implique-t-il des actions a l'égard de vos ressources humaines ?**

Avez-vous envisage des réductions d'effectifs et dans quelles proportions ? Par exemple : un plan de sauvegarde de l'emploi, des départs volontaires etc.

|  |
| --- |
|  |

**Quelles autres actions envisagez-vous pour améliorer votre situation ?**

Renégociation des contrats ou des crédits en cours, réorganisation de votre ligne de production, évolutions technologiques etc.

|  |
| --- |
|  |

**1. 4. Prévisions financières**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

* Dernière liasse fiscale
* A minima bilan et compte de résultat

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

* Derniers bilan et compte de résultats prévisionnels
* Bilan et compte de résultats prévisionnels

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

* Plan d'affaire

Le plan d'affaire doit comporter à minima une projection sur 3 ans avec hypothèse de développement du chiffre d’affaires et des marges. Présentation des forces, faiblesses, atouts et risques pesant sur les perspectives en termes d'activité, d’investissements, d'emploi et de positionnement sur votre marché.

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

* Prévisionnel de trésorerie
* Prévisionnel de trésorerie sur au moins 13 semaines.

**1. 5. Situation juridique**

**Votre entreprise était-elle en procédure collective au 31/12/2019 ?**

* Préciser de quelle des procédures collectives il s’agit :

**Votre entreprise est-elle en procédure collective actuellement ?**

* Préciser de quelle des procédures collectives il s’agit :

**Si oui a une des deux questions ci-dessus, depuis quand ?**

**Si oui, quels sont les coordonnées de votre administrateur ou mandataire judiciaire ?**

**Envisagez-vous une procédure amiable ou préventive ?**

**2. POINT SUR LES MESURES DE SOUTIEN MOBILISEES**

**2. 1. Vos démarches pour obtenir un prêt bancaire garanti par l'Etat (PGE)**

**Rappel du cadre**

Le prêt garanti par l’Etat (PGE) est un prêt qu'octroie à une entreprise ou un professionnel sa banque habituelle, en dépit de la forte incertitude économique actuelle, grâce à la garantie qu’apporte l’Etat sur une partie très significative du prêt.

Le PGE est un prêt d’une banque a une entreprise : ce n’est pas un prêt de l’Etat. Ce recours total aux réseaux bancaires pour l’octroi des PGE a été voulu pour que le dispositif puisse rapidement et très largement apporter la trésorerie nécessaire aux entreprises et aux professionnels, quelle que soit leur taille, leur activité et leur statut

La garantie de l’Etat couvre 90% du PGE pour tous les professionnels et pour toutes les entreprises sauf pour les entreprises qui, en France, emploient plus de 5000 salaries ou réalisent un chiffre d’affaires supérieur à 1,5 Md€, ou la part du prêt garantie par l’Etat est de 70% ou de 80%. Sur les 10% du PGE non couvert par la garantie de l’Etat, la banque ne doit prendre aucune garantie ou sureté. La banque garde donc une part de risque et réalise de fait les diligences adaptées et proportionnées avant l’octroi du PGE. Il n’y a pas de droit au PGE.

**Objectif de cette section**

Si vous avez des difficultés à obtenir un prêt couvrant la totalité de vos besoins de financements, cette section vise à faire état de votre besoin de financement et des démarches réalisées auprès des banques.

**Montant total du prêt demandé**

Montant total en FCFP

**Répartition entre vos banques : Nom de la banque et de l'agence**

|  |
| --- |
|  |

**Coordonnées de votre interlocuteur**

|  |
| --- |
|  |

**Date de demande**

|  |
| --- |
|  |

**Quelle est l'état de votre demande ?**

Cochez la mention applicable,

* Crédit accepte
* Refus exprime
* Instruction en cours
* Pas de réponse

**Date de décision**

En cas de refus ou d'acceptation

|  |
| --- |
|  |

**Conditions d'octroi**

Précisez les conditions, la durée d'amortissement et les frais de gestion etc.

|  |
| --- |
|  |

**En cas de refus, la banque vous-a-t-elle explique les motifs de ce refus ?**

Faites-nous part des motifs évoqués

|  |
| --- |
|  |

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

N'hésitez pas joindre toute pièce explicitant ce refus

**2. 2. Saisine de la médiation du crédit**

**La médiation du crédit**

La Médiation du crédit est un dispositif public qui vient en aide à toute entreprise qui rencontre des difficultés avec un ou plusieurs établissements financiers (banques, crédit bailleurs, sociétés d'affacturage, assureurs-crédit..). Adossée à la Banque de France, elle est conduite sur tout le territoire, dans le respect des règles de confidentialité et du secret bancaire, par 105 Médiateurs du crédit qui sont les directeurs de la Banque de France en métropole et les directeurs des instituts d'émission en Outre-mer.

<https://www.ieom.fr/ieom/entreprises/accompagnement-des-entreprises/article/mediation-du-credit>)

**Dans vos démarches pour obtenir un prêt, avez-vous saisi la médiation du crédit ?**

Cochez la mention applicable

* Oui, à quelle date ?
* Non

**Cela va-t-il permis de faire évoluer la position des banques ?**

Cochez la mention applicable

* Oui
* Non

**L'intervention de la médiation du crédit est-elle toujours en cours ?**

Cochez la mention applicable

* Oui
* Non

**Le prêt obtenu couvre-t-il la totalité de vos besoins de trésorerie ?**

Cochez la mention applicable

* Oui
* Non

**Pouvez-vous nous expliquer votre situation après l'intervention du médiateur du crédit ?**

Précisez ici en quoi le médiateur a pu faire évoluer la situation, quelles sont les banques sollicitées dans ce cadre et les négociations sur les montants ainsi que les incertitudes qui persistent malgré l'intervention de la Banque de France.

|  |
| --- |
|  |

**Votre contact à la médiation du crédit**

Veuillez préciser le nom, prénom et l'adresse email ou numéro de téléphone de la personne qui a pris en charge votre demande.

|  |
| --- |
|  |

**2. 3. Dispositifs de soutien mobilisés**

**Quels dispositifs avez-vous mobilisés ?**

* Report des paiements des cotisations sociales
* Report des échéances fiscales
* Remise d'impôts directs
* Activité partielle
* Prêts atout ou rebond (Bpifrance)
* Autre (précisez ci-dessous)

**Date d'obtention**

**Durée prévue** en mois

**Montant accordé en FCFP**

**Commentaires**

Veuillez nous préciser s'il s'agit de dispositifs exceptionnellement mobilisés dans le cadre de la crise sanitaire liée au COVID-19 ou si vous bénéficiez d'ores et déjà de tels dispositifs les mois derniers. Pour l'activité partielle, décrivez-nous l'autorisation qui vous est accordée.

**2. 4. Informations complémentaires**

**Autres pièces utiles**

**Nature de la pièce**

**Pièce justificative à joindre en complément du dossier**

Activités en lien avec des pays sanctionnés

Il vous est demande de remplir le questionnaire en annexe 2 relatif aux activités en lien avec des pays sanctionnés ci-dessous.

**3. SAISINE OFFICIELLE**

**Saisine du Haut-commissaire de la République**

Je soussigné(e), [ nom, prénom, qualité ],considérant que la mobilisation des dispositifs de soutien n’a pas été suffisante et que les échanges avec les banques n’ont pas débouché sur une solution de financement adéquate, y compris après l’intervention de la médiation du crédit, demande à bénéficier du dispositif d’aides prévu par le décret n° 2020-712 du 12 juin 2020 relatif à la création d'un dispositif d'aides *ad hoc* au soutien de la trésorerie des entreprises fragilisées pour un montant de [ ] Euros, soit l’équivalent de [ ] FCFP.

**Date et signature**

**Cachet de l’entreprise**

|  |
| --- |
| **Avis du Haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie :** |

|  |
| --- |
| **Avis de Mission Restructuration d’Entreprises :** |

|  |
| --- |
| **Décision :**  |

**Annexe 1 : formulaire de déclaration des actionnaires à compléter**

**Annexe 2 : Questionnaire relatif aux activités en lien avec des Pays Sanctionnés à compléter**

**Annexe 1 :** 

**Annexe 2 : Questionnaire relatif aux Activités en lien avec des Pays Sanctionnés**

**PARTIE 1**

1. Au cours des **6 dernières années**, votre Société[[1]](#footnote-1) a-t-elle été ou est-elle **domiciliée**, a-t-elle disposé ou dispose-t-elle de **bureaux** et/ou a-t-elle conduit ou conduit-elle, **à votre connaissance**, des **opérations**, des **investissements**, des **Activités[[2]](#footnote-2) de toute nature** ou des **projets d’Activité en dehors du territoire français ?**

Veuillez choisir une réponse :

[ ]  **OUI**  [ ]  **NON**

**Si la réponse est « OUI »,** veuillez répondre à la **PARTIE 2 du présent questionnaire** ;

**Si la réponse est « NON »,** il n’est pas nécessaire de compléter le reste du questionnaire – merci de dater et signer le questionnaire dans la **PARTIE « SIGNATURE »** à la dernière page.

**PARTIE 2** *(à compléter uniquement si réponse « OUI » à la Partie 1)*

**PAYS SANCTIONNES : COREE DU NORD - CUBA - IRAN - SOUDAN - SYRIE - TERRITOIRE DE CRIMEE**

1. Au cours des **6 dernières années**, votre Société :
	* a-t-elle été ou est-elle domiciliée /a-t-elle disposé ou dispose-t-elle de bureaux dans un **Pays Sanctionné** ? et/ou ;
	* a-t-elle conduit ou conduit-elle, **à votre connaissance**,des **opérations**, des **investissements**, des **Activités de toute nature** ou des **projets d’Activité**:
		+ **dans un Pays Sanctionné**; et/ou
		+ avec (ou dans) une **personne** ou **entité située**, **domiciliée** ou relevant du droit d’un **Pays Sanctionné**; et/ou
		+ avec (ou dans) une **entité détenue** ou **contrôlée**, directement ou indirectement, par une **entité située**, **domiciliée** ou relevant du droit d’un **Pays Sanctionné** ?

Veuillez choisir une réponse :

[ ]  **OUI**  ☐ **NON**

**Si la réponse est « OUI »,** veuillez compléter la **PARTIE 3 du présent questionnaire** ;

**Si la réponse est « NON »,** il n’est pas nécessaire de compléter le reste du questionnaire – merci de dater et signer le questionnaire dans la **PARTIE « SIGNATURE »** à la dernière page.

**PARTIE 3** *(à compléter uniquement si réponse « OUI » à la Partie 2)*

1. Dans la mesure où **votre société** et/ou **une ou plusieurs entité(s) de votre Périmètre Contrôlé** ont-été/sont domiciliées, ont eu/ont des bureaux, ont conduit/conduisent des opérations, des investissements, des Activités de toute nature ou des projets d’Activité dans un Pays Sanctionné, **veuillez identifier le/les entité(s) concernée(s), le/les Pays Sanctionnés concernés, la nature des Activités ou de la présence de ce/ces entités dans ce/ces Pays Sanctionnés, et, le cas échéant, le % du chiffre d’affaires, du montant des achats et/ou du montant des actifs que ces Activités représentent** :

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Société et/ou****Entité(s) concernée(s)**  | **Pays Sanctionnés**(*Corée du Nord ; Cuba ; Iran ; Soudan ; Syrie ; Territoire de Crimée*) | **Nature** des opérations, investissements, Activités ou projet d’Activités | **% du chiffre d’affaires**(*le cas échéant*) | **% des achats**(*le cas échéant*) | **% des actifs**(*le cas échéant*) | **En cours / Terminé** | **Préciser la période d’Activité** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

*Dans la mesure où ce tableau ne contient pas suffisamment de lignes, merci de compléter sur papier libre.*

1. Pouvez-vous nous décrire, le cas échéant, **toute Activité couverte par un agrément général ou spécifique de *l’Office of Foreign Assets Control* (OFAC)** américain concernant votre Société ou tout autre entité faisant partie du périmètre contrôlé de celle-ci ?
2. Pouvez-vous nous décrire, le cas échéant, **toute Activité relevant spécifiquement d’un agrément, d’une autorisation ou d’une dérogation de l’Union Européenne (UE)** concernant votre Société ou tout autre entité faisant partie du périmètre contrôlé de celle-ci ?
3. Pouvez-vous nous décrire, le cas échéant, tout **aspect autorisé de votre Activité commerciale dans des Pays Sanctionnés, hors agréments, autorisations ou dérogations spécifiques des Etats-Unis ou de l’Union Européenne**?

**SIGNATURE** *(à compléter)*

Si à un moment quelconque, l’exposition de votre Société et/ou de toute autre entité appartenant, directement ou indirectement, à votre périmètre contrôlé évolue, **vous vous engagez par la présente à informer le Groupe Bpifrance par écrit et dans les meilleurs délais.**

**Document rempli par M. /Mme ……………………………… Fonction au sein de Société : ………………………**

**Date de signature : ………………………………**

**Signature et tampon de la Société :**

1. En ce compris une entité quelconque du groupe auquel votre [Société] appartient (toute entité contrôlée directement ou indirectement

 par votre [Société] ou se trouvant sous contrôle commun avec celle-ci, formant le « Périmètre Contrôlé »). [↑](#footnote-ref-1)
2. Correspond à toute activité principale et accessoire exercée à titre lucratif ou non par la Société. [↑](#footnote-ref-2)